# « “Atomic Age” », *La Lutte syndicale. Organe officiel de la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers* (3 septembre 1952)[[1]](#footnote-1)

[fr] L’article analyse l’émergence de « l’âge atomique » aux États-Unis, marqué par un système de licences d’État confiées à la Commission de l’énergie atomique et géré en partenariat avec douze grands trusts industriels (Du Pont, General Electric, Monsanto, etc.). Cette organisation, assimilable à un capitalisme d’État, suscite l’hostilité d’une partie du patronat attaché à la « libre entreprise », mais ouvre la voie à une transformation radicale de l’économie : une livre d’uranium pourrait remplacer des milliers de tonnes de charbon ou de gaz. Selon l’auteur, malgré les résistances, l’ère atomique est désormais irréversible.

[de] Der Artikel untersucht das Entstehen des „Atomzeitalters“ in den Vereinigten Staaten, das durch ein System staatlicher Lizenzen unter Leitung der Atomic Energy Commission und in Zusammenarbeit mit zwölf großen Industrietrusts (Du Pont, General Electric, Monsanto usw.) geprägt ist. Diese Organisation, vergleichbar mit einem Staatskapitalismus, stößt auf die Feindseligkeit eines Teils der Unternehmerschaft, die an der „freien Marktwirtschaft“ festhält, eröffnet jedoch den Weg zu einer radikalen Umgestaltung der Wirtschaft: Ein Pfund Uran könnte Tausende Tonnen Kohle oder Gas ersetzen. Nach Ansicht des Autors ist das Atomzeitalter trotz aller Widerstände unumkehrbar.

[it] L’articolo analizza l’emergere della «età atomica» negli Stati Uniti, caratterizzata da un sistema di licenze statali affidate alla Commissione per l’energia atomica e gestito in partenariato con dodici grandi trust industriali (Du Pont, General Electric, Monsanto, ecc.). Questa organizzazione, assimilabile a un capitalismo di Stato, incontra l’ostilità di parte del mondo imprenditoriale legato alla «libera impresa», ma apre la strada a una trasformazione radicale dell’economia: una libbra di uranio potrebbe sostituire migliaia di tonnellate di carbone o di gas. Secondo l’autore, nonostante le resistenze, l’era atomica è ormai irreversibile.

[en] The article examines the rise of the “Atomic Age” in the United States, characterized by a system of state licenses administered by the Atomic Energy Commission in partnership with twelve major industrial trusts (Du Pont, General Electric, Monsanto, etc.). This organization, akin to state capitalism, faces hostility from business circles attached to “free enterprise,” yet it paves the way for a radical transformation of the economy: one pound of uranium could replace thousands of tons of coal or gas. According to the author, despite resistance, the atomic age is now irreversible.

« Atomic Age Emerge », c’est-à-dire : l’âge atomique est en train d’émerger, de sortir des limbes ! Voilà une formule qui se retrouve, très souvent, sous la plume des publicistes, aux États-Unis. En novembre 1949, nous avions publié [un article](nuclio1949-11-30fr) relatif à la nécessité où le monde moderne se trouve de contrôler les grands monopoles d’État, issus de la recherche atomique et de ses applications industrielles. La grandeur de l’État, écrivions-nous, s’y trouvera en déﬁnitive réglée et contrôlée par le goût de la mesure, le sens de la dignité et la nécessité absolue de former une morale nouvelle qui soit à hauteur égale des grandes découvertes de notre temps. Trois ans ont passé depuis. Pouvons-nous tirer quelques conclusions du cheminement de ce « nouvel âge atomique » ? C’est aux États-Unis seulement que nous avons la possibilité d’étudier ce que l’on en dit — l’URSS rivale ayant appliqué le secret absolu sur ses recherches — mais il apparaîtra que les conclusions s’appliquent, finalement, aux deux systèmes ; l’un ne pouvant pas fonctionner très différemment de l’autre, en raison de la nature même et des exigences que posent ces applications gigantesques.

En résumé, les industries atomiques américaines travaillent suivant le système des licences de l’État, accordées, en son nom, par la Commission de l’énergie atomique (AEC) que préside M. David Lilienthal. On se trouve en présence d’un vaste « pool » des industries minière, chimique et électrique. Ce « pool » (mise en commun) n’englobe ni l’ensemble des industries, ni le total des milieux capitalistes. À part les grandes sociétés d’assurances, qui ont vu un champ de prospection inédit dans la « crainte de la bombe », il est même curieux d’observer que de nombreux cercles d’affaires sont carrément hostiles au « pool » de l’uranium !

La raison de leur hostilité est facile à déceler. Elle s’est exprimée à plusieurs reprises, par des articles de magazines, dans *Fortune*, notamment. L’énormité des ressources ﬁnancières nécessaires à l’industrie atomique et son champ d’activité actuelle — qui en fait une dépendance du ministère de la guerre — excluent d’emblée le système classique de la « libre entreprise » et de « l’initiative privée ». Il n’en faut pas davantage pour sidérer certains entrepreneurs capitalistes, qui veulent, par principe, tous les risques pour l’État, et tous les proﬁts pour eux !

Une autre source de friction provient des transformations que le système du « pool », contrôlé par l’État, apporte dans la vie économique. Il est difﬁcile de juxtaposer les procédés de travail anciens, basés sur l’exploitation des brevets d’invention privés et des patentes privées, avec ceux du « pool ». Le système d’autrefois requiert un examen détaillé, long et attentif, des soumissions faites par des entrepreneurs privés concurrents.

Les brevets étaient publiés. Toutes les informations qu’ils donnaient étaient rendues publiques. Dans l’industrie nucléaire, tout a été changé, puisqu’il s’agit de « secrets militaires ». Les États-Unis, il ne faut pas l’oublier, sont en guerre. Ils vivent sous un régime d’exception. L’utilisation de l’énergie atomique par des groupes privés est donc entièrement prohibée, exception faite de licences que l’AEC serait en mesure de répartir pour le développement des recherches atomiques *de nature civile*. Ces licences-là, d’ailleurs, doivent au préalable être soumises à l’attention du président des États-Unis, pour recommandation au Congrès.

La législation américaine actuelle élimine en fait toute possibilité, pour les monopoles privés, de faire de l’industrialisation atomique (dont les possibilités s’avèrent illimitées) quelque instrument que ce soit de privilèges ou de sources d’enrichissement individuels, à l’ancienne mode.

Ceci posé, examinons quelles sortes de sociétés traitent avec l’État, au sein du « pool » ainsi formé. Les Américains, qui aiment les formules à l’emporte-pièce, disent que le « pool » comprend « les douze géants ». Voici leurs noms : E. I. du Pont de Nemours ; Allied Chemical & Dye Corporation ; Dow Chemical Corporation ; Tennessee Eastman Corporation ; American Cyanamid Cy ; Monsanto Chemical Corporation ; Westinghouse Electric Cy ; Fairchild Engine & Aircraft Corporation ; Western Electric Cy ; Kellex Corporation ; Carbid & Carbon Chemical Corporation ; General Electric.

Il est intéressant de noter quelques-unes des caractéristiques de ces sociétés. Du Pont de Nemours s’occupe, en Amérique, de la fabrication des explosifs, vernis, etc., tirés de la cellulose. C’est l’analogue de l’ex-I. G. Anilin Farbe d’Allemagne. On comprend pourquoi des trusts chimiques sont dans l’affaire. La présence d’Eastman apparaît plus énigmatique. Eastman, c’est le trust de la photographie Kodak. Or, les recherches atomiques sont intimement liées aux émulsions photographiques. Une filiale de Kodak opère aux célèbres usines d’Oak Ridge, sous la désignation : Y-12.

La Société aéronautique Fairchild s’occupe, également à Oak Ridge, de la construction de moteurs atomiques pour avions. Enﬁn, la General Electric travaille aux ateliers de Hanford, à la production du plutonium. Son laboratoire de recherches met au point un moteur atomique pour la marine.

Ce que la loi interdit aux personnes privées, elle ne le refuse pas aux trusts concessionnés. Les bénéﬁces des douze grands monopoles qui exploitent la nouvelle industrie de la fission nucléaire sont aussi formidables que la puissance de la bombe à hydrogène elle-même !

Le public imagine à peine combien ces douze ont encore grandi, depuis que l’État leur a mis cette affaire dans les mains ! Le capitalisme d’État — les nationalisations — a un fort bel avenir devant soi, aux États-Unis.

Le capitalisme privé qui exploite les anciennes sources d’énergie a le droit de s’affoler, à la vue des perspectives que ces trusts enregistrent et des sources de richesses qui risquent — au fur et à mesure que l’âge atomique s’installera en place de l’économie classique — d’échapper à leurs concurrents. Cet âge met en danger sérieux les productions charbonnière, gazière et même électrique. Sera-t-il possible à celles-ci de résister, d’empêcher l’apparition de la force nouvelle *dans la vie civile des nations* ? Un grand pessimisme règne à cet égard. Les anciennes forces monopolistes s’effraient de leur proche déclin. Prenons le seul exemple de l’industrie électrique. Voici des hypothèses émises par quelques savants, techniciens de valeur et considérés qui estiment que, d’ici vingt ans, toutes les usines électriques fonctionneront par alimentation atomique (aux États-Unis). Une pile utilisant une livre d’uranium remplacera 1500 tonnes de charbon. Cette même livre d’uranium équivaudra à 40 millions de mètres cubes de gaz, ou douze millions de kilowatts d’énergie électrique.

Si l’on cherche à imaginer la transformation apportée ainsi à la vie économique de l’avenir, mesurons simplement l’économie que l’énergie atomique provoquera dans les transports. Pour produire la puissance d’un million de kilowatts, une usine alimentée au charbon n’aura besoin que de 300 kilogrammes, environ, d’uranium. Aujourd’hui, elle ne peut produire cette puissance qu’en utilisant un million de tonnes de charbon.

Les gens de l’an 2000 seront donc en mesure de remplacer cette énorme quantité de combustible par l’envoi de quelques paquets de matière atomique, expédiés dans un petit avion, ou même par colis postal…

Quand on sait cela, on comprend pourquoi, dans leur énorme majorité, les capitalistes américains actuels sont devenus les ennemis des « Douze Grands », et de toute extension aux industries civiles des applications de la science nouvelle.

Néanmoins, il est fort douteux que leur conspiration freine encore longtemps la marche du nouveau véhicule…

« Atomic Age » est bel et bien en route !

1. [NdE] Signé W. N. [↑](#footnote-ref-1)